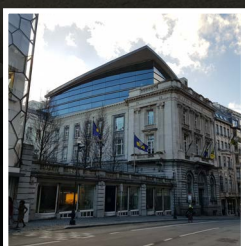


# BRUXELLES DEMAIN

**ATTENTION!**  
Vous entrez dans une  
zone de non-droit

# BRUXELLES ZONE DE NON-DROIT?



**ACTUALITÉ**  
*Le boomerang politique  
à Bruxelles*

Page 3



**DOSSIER**  
*La crise budgétaire  
bruxelloise : une  
catastrophe prévisible ?*

Page 10

# DEVENIR MEMBRE?

à.p.d. 50,00 EUR:  
adhésion **de soutien**

10,00 EUR:  
adhésion **normale**

Montant à verser sur le compte du  
Vlaams Belang **BE39 4352 0249  
1119** en mentionnant votre nom  
et prénom ainsi que votre adresse  
complète.

Vous recevrez le Vlaams Belang  
Magazine ainsi que les publications  
de l'antenne bruxelloise.

# NOUS CONTACTER?



**Madouplein 8/4  
1210 BRUSSEL**

**Place Madou 8/4  
1210 BRUXELLES**



**02/219 34 67**



**brussel@vlaamsbelang.org**



**vlaamsbelangbrussel.be  
vlaamsbelangbruxelles.be**



**@vlaamsbelangbrussel**



# EDITORIAL

## MOLENGEEK, LA FIN D'UNE ARNAQUE?

La bulle MolenGeek, cette ASBL bruxelloise spécialisée dans les formations dans le secteur numérique, est-elle en train d'exploser sous nos yeux ? À en croire la panique du côté de ses responsables et le rétropédalage en urgence de la part de la Région bruxelloise, qui a financé ce projet à coups de millions, la réponse est toute trouvée : oui !

Pourtant, pendant longtemps, MolenGeek a fait illusion. On ne comptait plus les passages télé complaisants et les articles de presse élogieux sur son co-fondateur, Ibrahim Ouassari. L'idylle semble désormais définitivement terminée ! Depuis plusieurs jours en effet, c'est silence radio sur les réseaux sociaux, où il avait pourtant l'habitude de vanter les mérites de son école !

Selon L'Echo, les reproches à l'égard de l'association molenbeekoise sont lourds : « encadrement insuffisant, incompetence des formateurs, environnement de travail peu propice à l'apprentissage... ». Ajoutez à cela des taux d'insertion professionnel en-dessous de ce qu'on serait en droit d'attendre pour le secteur dans lequel MolenGeek intervenait, et la boucle est bouclée !

Évidemment, tout semblait trop beau : après les attentats de Bruxelles et la commune de Molenbeek, devenue plaque tournante pour l'islamisme, il fallait trouver la parade pour sauver les apparences ! C'est à coups de millions que Bruxelles Formation a financé cette « école » sortie de terre, largement instrumentalisée par la gauche. En tête d'affiche, des jeunes femmes voilées, un discours hyper orienté qui convenait parfaitement aux socialistes, et surtout à Rajae Maouane, ex-présidente d'Ecolo, qui n'hésitait pas à se montrer en photo avec le co-fondateur de l'association. Le projet se présentait même comme un modèle à exporter, à l'instar de la visite du ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique du Cameroun, en février dernier. Un modèle à exporter... vraiment ? Et à quel prix ?

C'est effectivement une « réussite » qui coûte cher aux contribuables ! Depuis 2020, Bruxelles Formation a financé différentes formations pour un montant de 1.543.879 euros auprès de MolenGeek. L'utilisation des chèques formations par Actiris, un autre organisme bruxellois, est également pointée du doigt : on parle d'un demi-million d'euros, largement utilisé par l'association, qui savait y faire dans le domaine des subventions publiques !

En réalité, les rumeurs circulaient depuis longtemps. Il est désormais devenu impossible de se voiler la face et de faire semblant de ne rien voir. Ce modèle de réussite massivement financé par les impôts ne peut fonctionner sans contrôle strict et sans un encadrement rigoureux. Encore une fois, la région bruxelloise s'est laissée aveugler par une idéologie malfaisante qui empêche de voir la réalité alors qu'elle nous fait face. Pour le Vlaams Belang Bruxelles, c'est pourtant clair : il est plus que temps d'enlever les œillères afin de voir que notre argent sert à financer des outils de propagande plutôt que des instruments pour véritablement relever la ville ! Le taux d'inactivité record et l'endettement abyssal interdisent de financer des bulles inutiles et coûteuses !

**Dominiek Lootens-Stael**

Député au Parlement flamand

## LE BOOMERANG POLITIQUE À BRUXELLES

**Bruxelles : la ville du « bloempanch » et du chocolat. Des escargots sur le marché et de la gueuze au café. De l'Ancienne Belgique et du Cirque Royal. De La Monnaie et du Bozar. De la Grand-Place et du Manneken Pis. Le siège de l'OTAN. La capitale de l'Europe, notre fenêtre sur le monde. La capitale de la Flandre, inextricablement liée aux Flamands, tant territorialement qu'historiquement. Bruxelles devrait être la fierté de la Flandre. Personne ne peut nier le potentiel que recèle cette ville.**

Et pourtant... Pourtant, de nombreux Bruxellois ne sont plus aussi fiers de leur ville qu'auparavant. Lorsqu'on dit à quelqu'un hors de Bruxelles qu'on y habite, on reçoit souvent des sourcils froncés en retour. Inévitablement, les mêmes questions reviennent : votre quartier est-il sûr ? N'êtes-vous pas gêné par la saleté et les dépôts clandestins ? En tant que femme, êtes-vous souvent importunée ? Ces fusillades, habitez-vous loin de ces endroits ? Est-il vrai qu'il y a autant de toxicomanes dans les stations de métro ? N'est-ce pas gênant que l'on ne parle pas néerlandais à la commune ? Avez-vous pu trouver facilement un médecin généraliste néerlandophone ? Avez-vous déjà été agressé ? Et ainsi de suite...

Chaque Bruxellois pourra répondre à l'une ou l'autre de ces questions, parfois affirmativement. Car aussi fier qu'on puisse être de sa ville, personne ne peut nier que Bruxelles va mal. Financièrement, la Région fonce droit dans le mur, l'insécurité prospère et, dans de trop nombreux endroits, le paysage urbain prend des allures quasi apocalyptiques, entre vandalisme et déchets abandonnés. Et l'éléphant dans la pièce : au moment où ces lignes sont écrites, il n'y a toujours pas de gouvernement bruxellois.

Contrairement au récit qui se construit actuellement, la situation de Bruxelles n'a pas dégénéré parce que des négociations s'éternisent depuis des mois sur la formation d'une majorité. L'insécurité et la drogue ? C'était déjà un problème il y a des années.

La débâcle financière ? Elle ne sort pas de nulle part, mais est le résultat de décennies de mauvaise gestion. L'influence croissante de l'islamisme ? Il y a dix ans déjà, des attentats islamistes étaient planifiés et perpétrés à Bruxelles. Le manque total de propreté dans l'espace public ? Rien de nouveau. Lorsque l'on dresse la liste des problèmes, on ne peut que constater que la situation catastrophique actuelle de la Région bruxelloise était en gestation depuis longtemps. Et ce n'est pas qu'un problème bruxellois.

**« Même si le PS est sans conteste le principal responsable de ce blocage, en refusant une coalition avec la N-VA et perturbant ainsi les équilibres communautaires, il n'est pas le seul à porter la responsabilité de la situation désastreuse de la Région bruxelloise. »**

Si l'on regarde la dernière décennie, on ne peut que constater que presque tous les partis qui s'accusent aujourd'hui mutuellement ont, d'une manière ou d'une autre contribué à la débâcle qui frappe notre capitale. Au niveau fédéral, nous avons vu se succéder les gouvernements Michel I (MR, Open Vld, N-VA et CD&V), De Croo (PS, Vooruit, MR, Open Vld, Ecolo, Groen et CD&V) et aujourd'hui De Weyer (N-VA, MR, Les Engagés, Vooruit et CD&V). À Bruxelles, nous avons vu au cours de la même période les gouvernements Vervoort I (PS, DéFI, cdH, Open Vld, sp.a, CD&V) et Vervoort II (PS, Ecolo, DéFI, Groen, Open Vld, Vooruit). Il serait malhonnête de ne pas reconnaître que les graines de la crise actuelle à Bruxelles ont été semées et/ou arrosées à ces moments-là.

En matière de sécurité : parce que l'on a négligé de fournir un soutien suffisant aux parquets, de créer des places en prison, de recruter un nombre suffisant d'agents et d'instaurer une tolérance zéro. En matière d'immigration : parce que le robinet

migratoire est resté grand ouvert, que ce soit sous Theo Francken ou Nicole de Moor.



En matière budgétaire : parce que l'on a continué à foncer droit sur l'iceberg de la crise budgétaire que l'on voyait pourtant arriver de loin, contrairement au capitaine du Titanic. En matière de clientélisme : parce que tout le monde sait depuis longtemps que dans certaines communes, CPAS et sociétés de logements sociaux, ces pratiques sont bien plus fréquentes qu'ailleurs. En matière de propreté : parce que quiconque se promenait dans Bruxelles pouvait constater de ses propres yeux l'augmentation de la saleté et du vandalisme. En matière de bilinguisme : parce que les promesses des partis néerlandophones disparaissaient toujours dès qu'ils accédaient au gouvernement. Et ainsi de suite.

**« La Bruxellitude, ce credo du « tout va bien à Bruxelles », est en état de mort clinique depuis longtemps. La réalité a rattrapé le rêve, à tel point qu'elle est aujourd'hui douloureusement visible bien au-delà des frontières de la Région bruxelloise. »**

Aujourd'hui, tous les partis se rejettent la faute, personne n'est responsable du passé, mais chacun a les solutions pour demain. Des veto sont posés, les uns refusent de gouverner avec les autres ou l'exigent absolument. Les accusations

et l'indignation pleuvent de toutes parts. Mais aucun de ces partis n'est choqué par le fait que le seul parti qui met en garde contre cette situation depuis des années – et qui, à la différence des autres, n'a aucune responsabilité dans ce fiasco – a été exclu d'office : le Vlaams Belang.

Le cordon sanitaire, maintenu officiellement par les partis traditionnels et tout aussi rigoureusement par la N-VA, est la seule chose sur laquelle tout le monde s'accorde. Pourtant, l'indignation surgit soudainement lorsque ce même mécanisme se retourne contre lui-même, comme c'est le cas aujourd'hui dans la formation du gouvernement bruxellois, où la N-VA se heurte à un « non » du Parti Socialiste. Or, chacun devrait savoir qu'un boomerang revient toujours. Et ceux qui l'oublie bêtement finissent par le recevoir en plein visage. En politique, il en va de même. Malheureusement, ce boomerang frappe aussi les Bruxellois ordinaires qui, après des années d'improvisation, de mauvaise gestion et de gaspillage, ne peuvent que regarder, impuissants, leur ville – qu'ils voudraient tant voir briller – s'enfoncer toujours plus dans la boue... pendant que l'orchestre politique continue à jouer allègrement.



**Bob De Brabandere**  
 Chef de Groupe au Parlement bruxellois  
 Président du Vlaams Belang Bruxelles



# LE CHAOS À BRUXELLES : LE PS BLOQUE, DE WEVER DÉTOURNE LE REGARD

« La situation sécuritaire à Bruxelles se détériore à vue d’œil tandis que les responsables politiques échouent à agir efficacement. » Voilà où en est Bruxelles aujourd’hui. La criminalité progresse, l’anarchie devient de plus en plus visible et le blocage politique orchestré par le PS empêche la formation d’un gouvernement bruxellois. En conséquence, toute réponse concrète aux problèmes de sécurité reste absente, tandis que les habitants de la capitale subissent chaque jour une insécurité croissante. Le Vlaams Belang exige des mesures immédiates et structurelles pour stopper la dégradation de Bruxelles.

L’impasse politique à Bruxelles est totale. Le PS bloque la formation d’un gouvernement, empêchant ainsi la prise de décisions essentielles en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité. Non pas que ces décisions aient vraiment été prises par le passé : en 2023 et 2024, après une série de fusillades dans le quartier de la Porte de Hal et autour de la gare du Midi, il était déjà évident que le ministre-président Rudi Vervoort (PS) était incapable de garantir la sécurité publique. On nous avait alors promis que ce ne serait pas l’armée, mais bien des éducateurs de rue qui allaient résoudre le problème en dialoguant avec les « jeunes ». Comme si ces délinquants allaient soudainement réaliser que leur comportement n’a pas sa place dans notre société...

**« En l’espace d’un an, l’approche de Vervoort n’a donné aucun résultat. L’ordre public est devenu un concept dépassé, tandis que les réseaux criminels ont étendu leur influence sans entrave à chaque recoin de la Région bruxelloise »**

L’année 2024 a déjà établi un record absolu en matière de fusillades, avec pas moins de 92 incidents, dont neuf mortels. Les trois premiers mois de 2025 laissent présager un nouveau record. Saint-Gilles, Saint-Josse, Schaerbeek, Anderlecht ou encore Forest... Jour après jour, les Bruxellois se réveillent avec l’annonce d’une nouvelle fusillade. Imaginez simplement devoir vivre dans l’un de ces quartiers...

La plupart de ces actes de violence sont directement liés à la criminalité liée à la drogue, avec des gangs qui s’affrontent pour le contrôle du territoire et de leur influence. Des quartiers comme la rue de Brabant, Cureghem, Peterbos et les alentours de la Gare du Midi sont devenus des foyers de criminalité, où le trafic de drogue à ciel ouvert et les dealers armés font partie du paysage quotidien. La fusillade à la station de métro Clemenceau, où des trafiquants ont couru dans les tunnels avec une kalachnikov en pleine heure de pointe, a même fait la une des journaux internationaux. Après des décennies de gestion de la Région et une politique d’aveuglement systématique face aux problèmes de sécurité et d’immigration, voilà l’héritage que le PS laisse aux Bruxellois.

Mais le silence est également assourdissant au sein du gouvernement fédéral. Depuis l’entrée en fonction du gouvernement du Premier ministre De Wever (N-VA), plusieurs fusillades majeures ont eu lieu sans qu’aucune stratégie efficace n’ait été proposée pour rétablir la sécurité à Bruxelles. Force est de constater que la police reste en sous-effectif et sous-financée, que les problèmes migratoires et criminels ne cessent de s’aggraver et que le déploiement de l’armée, autrefois exigé avec force par le nouveau ministre de la Défense Theo Francken (N-VA) lorsqu’il était dans l’opposition contre le gouvernement Vivaldi, n’est aujourd’hui même plus évoqué.

Le Vlaams Belang est donc le seul parti à avoir toujours plaidé pour une politique forte en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité. Une présence accrue des forces de police fédérales dans les quartiers sensibles, une politique migratoire plus stricte et une répression sans faille du trafic de drogue et des bandes criminelles sont indispensables. Mais il ne suffit pas d’arrêter les délinquants, ils doivent être traités de façon conséquente. Ceux qui séjournent illégalement en Belgique doivent être expulsés systématiquement. Ceux qui sont en situation régulière doivent être incarcérés. Sinon, nous ne faisons que vider l’eau d’une baignoire dont le robinet reste grand ouvert... et aujourd’hui, l’eau nous arrive déjà à la gorge.

# LE VB DÉNONCE L'INSÉCURITÉ À BRUXELLES AVEC UNE ACTION

Fin mars, le Vlaams Belang a mené une action pour dénoncer l'insécurité à Bruxelles. Des militants du parti, accompagnés du député bruxellois Bob De Brabandere et du député flamand Dominiek Lootens-Stael ont parcouru les rues de la capitale. Ils ont voulu placer symboliquement des panneaux portant l'inscription « Attention ! Vous entrez dans une zone de non-droit » à divers endroits de la ville. Leur première destination fut la place Bethléem à Saint-Gilles, où ils ont été menacés et encerclés en à peine cinq minutes par des membres d'un gang de trafiquants de drogue. Les panneaux ont été détruits.

Bruxelles fait désormais la une de la presse au moins chaque semaine, parfois même quotidiennement, en raison d'actes de violence criminelle grave. Les images de criminels brandissant des armes de guerre – et parfois même tirant dans les rues – sont devenues le symbole d'une politique sécuritaire totalement hors de contrôle. « De nombreuses personnes ne se sentent plus en sécurité dans leur propre rue. Pendant des années, les politiciens de tout bord ont qualifié des partis comme le Vlaams Belang, qui osaient nommer le problème, de "Bruxellophobes". Mais les véritables ennemis de Bruxelles sont ceux qui ont laissé la situation se détériorer à ce point », affirme De Brabandere.



▲ Des tireurs issus du milieu de la drogue se promènent librement avec une kalachnikov dans la station Clemenceau.

Le député flamand Dominiek Lootens-Stael, lui-même ancien député bruxellois, confirme ce constat. « Tout au long de ma carrière, j'ai vu cette ville sombrer. Vandalisme, petite et grande criminalité, consommation de drogue dans l'espace public : c'est malheureusement devenu une partie intégrante de la réalité bruxelloise. Mais il était interdit d'en parler. La mauvaise version de la "Bruxellitude". »

## UNE POLITIQUE DÉFAILLANTE ET L'HYPOCRISIE DES PARTIS TRADITIONNELS

Aujourd'hui, le Vlaams Belang reconnaît ne plus être le seul parti à nommer les problèmes de sécurité, mais reproche aux autres leur hypocrisie. « Tous les partis qui ont gouverné ces dix dernières années, tant au niveau fédéral qu'au niveau bruxellois, ont une part de responsabilité », poursuit Lootens-Stael. « Trop peu de places dans les prisons, une tolérance massive de l'immigration illégale, un manque criant d'effectifs policiers et des parquets sous-financés : tout cela ne date pas d'hier, mais est le résultat d'années de mauvaise gestion et de priorités mal placées. Certes, certaines de ces compétences sont fédérales, mais à Bruxelles, on a laissé faire sans réagir. »

Avec cette action, le Vlaams Belang veut mettre en lumière une fois de plus la réalité quotidienne des citoyens. Nous avons prévu de visiter plusieurs quartiers, mais dès notre première halte, sur la place Bethléem à Saint-Gilles, nous avons été confrontés à la violence : en cinq minutes à peine, nous avons été encerclés par des trafiquants de drogue et contraints de partir. Nos panneaux ont été détruits. Heureusement, nous avons pu partir sans encombre. « Difficile d'avoir une meilleure illustration de la situation actuelle. J'invite certains politiciens à venir constater par eux-mêmes la réalité sur le terrain... s'ils osent », déclare De Brabandere.

## UNE APPROCHE DE LA SÉCURITÉ COMME À NEW-YORK

Si nous voulons rendre Bruxelles à ses habitants, nous devons appliquer la théorie des vitres cassées. « Toute forme de vandalisme doit être immédiatement réparée, chaque saleté nettoyée sans délai, et chaque délinquant, même pour un fait mineur, doit être retiré de la rue. Un énième nouveau parc ou terrain de jeu ne sert à rien s'il est rapidement saccagé ou envahi par des individus douteux. Ce sera un travail de longue haleine qui demandera du courage politique, mais ceux qui aiment réellement Bruxelles en feront une priorité. Il est temps de reconquérir les zones de non-droit » conclut De Brabandere.


 RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
 BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
  
 Sauf mention spécifique  
 Behalve specifieke vermelding  
 be.brussels


 RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
 BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  

 be bienvenue  
 be welkom  
 be welcome  
 be willkommen  
 be .brussels

**OPGELET!**  
 U betreedt een  
**no-gozone**

**ATTENTION!**  
 Vous entrez dans une  
**zone de non-droit**



1128

# LE VANDALISME A COÛTÉ 4,1 MILLIONS D'EUROS EN 2024 À LA STIB

Les coûts liés au vandalisme sur l'infrastructure de la société bruxelloise de transport public STIB ont augmenté de plus de 34 % l'année dernière, atteignant un total de 4,1 millions d'euros. C'est ce qui ressort de la réponse de la ministre de la Mobilité, Elke Van den Brandt (Groen), à une question écrite du chef de groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, Bob De Brabandere. « *Le vandalisme a coûté à la STIB, et donc au contribuable, 4,1 millions d'euros en 2024, soit une augmentation d'environ un million d'euros par rapport à l'année précédente. Cela s'inscrit malheureusement dans la dégradation générale de la sécurité et de la qualité de vie à Bruxelles* », déclare-t-il.

Les coûts liés au vandalisme sur le réseau de la STIB ont connu une hausse spectaculaire en 2024 par rapport à l'année précédente. Avec un coût total de 4.105.644 euros, on observe une augmentation de pas moins de 34,03 %. En 2023, les dommages volontaires causés par les usagers étaient encore estimés à 3.063.179 euros. Il est particulièrement frappant de constater que les coûts de vandalisme sur les infrastructures souterraines ont fortement augmenté en 2024 : +408 % pour les rames de métro (+593.046 euros) et +15 % pour les stations (+261.000 euros). Les véhicules de surface ne sont pas non plus épargnés par cette augmentation du vandalisme : +30 % pour les bus (+132.361 euros) et +15 % pour les trams (+80.452 euros). « *Cela s'inscrit malheureusement dans la dégradation générale de la sécurité et de la qualité de vie à Bruxelles* », déplore De Brabandere. « *Trop souvent, les auteurs restent impunis et les dommages ne leur sont pas suffisamment réclamés. On le voit aussi, par exemple, lors des émeutes du Nouvel An. Deux mois après les faits, seuls six émeutiers avaient été interpellés judiciairement. Ce laxisme est désastreux.* »

**« La criminalité attire la criminalité. La dégradation attire la dégradation. »**



Les chiffres de la société bruxelloise de transport public montrent que les installations souterraines sont de plus en plus la cible du vandalisme. En 2024, pas moins de 2,6 millions d'euros de dégâts ont été constatés dans les stations et les rames de métro, soit une augmentation de 45 % en un an. Cela inclut les formes de vandalisme 'habituelles', comme les extincteurs endommagés, les portiques d'accès bloqués ou les frais de nettoyage pour les tags. Mais cette forte augmentation est surtout due au vandalisme sur les escaliers mécaniques (+133.229 euros de dégâts), à une série d'incidents touchant les volets d'accès aux stations (+281.202 euros de dégâts) ainsi qu'aux graffitis dans les rames de métro (+563.467 euros). Une augmentation qui accompagne la généralisation du problème de la drogue dans les transports en commun et l'insécurité qui en découle. Plus le gouvernement tarde à éloigner les toxicomanes, les mendiants et les fauteurs de troubles des stations de métro et de nos rues en général, plus le problème prendra de l'ampleur. Et ce, au détriment du voyageur ordinaire, au sens propre comme au figuré.

	2024	Evolution
Bus	568.432 €	▲ 30,35%
Tram	605.449 €	▲ 15,32%
Metro	738.069 €	▲ 408,93%
Infrastructure	1.942.000 €	▲ 15,53%
Frais nettoyage tags	251.694 €	▼ 8,84%
<b>Total</b>	<b>4.105.664 €</b>	<b>▲ 34,03%</b>



# SCANDALE AU CPAS D'ANDERLECHT : TOUT EST MIS SOUS LE TAPIS !

Les récentes révélations sur la fraude et le clientélisme au sein du CPAS d'Anderlecht ont suscité une vive agitation. Malgré les preuves accablantes et l'indignation tant du public que de plusieurs partis politiques, le monde politique semble peu disposé à faire toute la lumière sur cette affaire. Les partis du gouvernement fédéral ont récemment choisi de ne pas mettre en place une commission d'enquête à part entière, mais plutôt de créer un groupe de travail parlementaire. Cette décision est perçue par beaucoup comme une tentative de mettre l'affaire sous le tapis.

Les révélations montrent que le CPAS d'Anderlecht a massivement manipulé les allocations sociales. Des travailleurs sociaux ont tiré la sonnette d'alarme sur le fait que des minima sociaux étaient accordés à des personnes n'y ayant pas droit. Les conseils de ces travailleurs sociaux ont été systématiquement ignorés, et les nominations politiques au sein du CPAS ont été utilisées pour maintenir un système de clientélisme. Cela signifie que les mesures de soutien n'étaient pas basées sur des critères objectifs, mais sur des connexions politiques et du népotisme.

De plus, des questions graves ont été soulevées quant à la transparence financière de l'institution. Des millions d'euros auraient disparu à cause de la corruption et de la mauvaise gestion. Pendant ce temps, de nombreux citoyens, qui ont réellement droit à de l'aide, sont laissés de côté.

## DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE AU GROUPE DE TRAVAIL : UN JEU POLITIQUE ?

Les premières réactions aux révélations ont été sévères. Plusieurs partis, dont le Vlaams Belang, ont exigé une enquête approfondie et ont insisté pour la création d'une commission parlementaire d'enquête. Une telle commission a le pouvoir d'entendre des témoins sous serment et de demander des documents officiels, ce qui serait crucial pour obtenir une vue d'ensemble complète. Pourtant, la majorité fédérale

a choisi de minimiser l'affaire en mettant en place un groupe de travail. C'est un cadre de recherche beaucoup plus faible, sans les pouvoirs nécessaires pour agir de manière décisive. Selon les critiques, dont la députée Ellen Samyn (Vlaams Belang), il s'agit d'une tentative délibérée de protéger les responsables et de clore l'affaire sans qu'il n'y ait aucune conséquence.

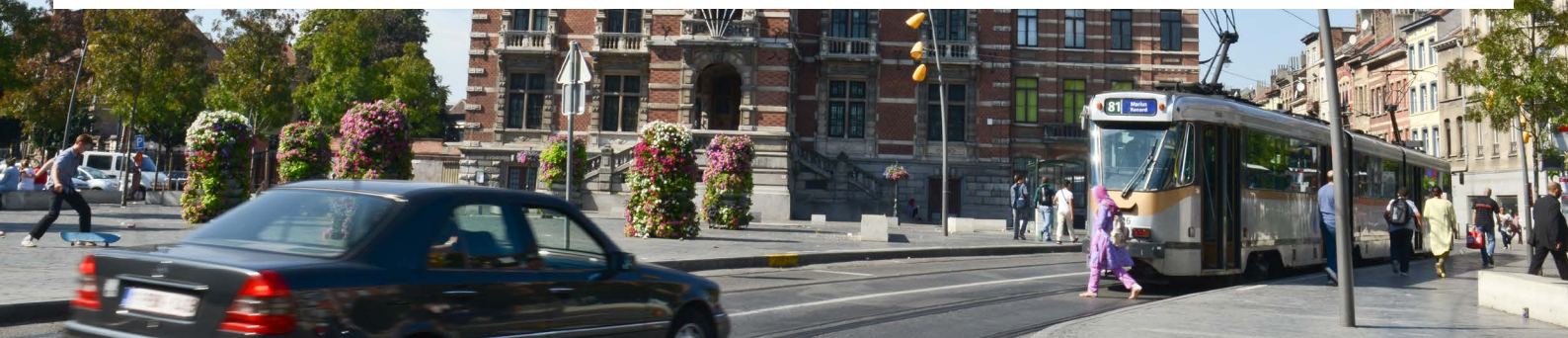
*« Il est incompréhensible qu'aucune commission d'enquête ne soit mise en place. Nous faisons face à un scandale à grande échelle où de l'argent public a été abusé et où des services politiques privilégiés ont pris le dessus sur la justice sociale. Un groupe de travail ne suffira pas à exposer cette mauvaise gestion et à tenir les responsables responsables. »*

## UN COUP DUR POUR LES LANCEURS D'ALERTE

Ce qui rend cette affaire encore plus choquante, c'est que les employés courageux du CPAS qui ont dénoncé les abus risquent maintenant d'être ignorés. Au lieu de les soutenir et de prendre leurs révélations au sérieux, l'establishment politique semble vouloir enterrer l'affaire aussi vite que possible. Cela pourrait créer un précédent dangereux et décourager les futurs lanceurs d'alerte de signaler des abus.

En raison du manque de fermeté et de transparence, la méfiance envers la politique ne cesse d'augmenter. Les citoyens qui ont contribué à la société pendant des années voient leur argent durement gagné être gaspillé de manière scandaleuse, sans que des comptes ne soient rendus.

Le Vlaams Belang continue de s'opposer à cette tentative de dissimulation et exige qu'une véritable commission d'enquête soit mise en place. La transparence et la responsabilité politique ne doivent pas être de simples mots. Ce n'est qu'à travers une enquête approfondie et indépendante que justice pourra être rendue aux contribuables et aux victimes de cette mauvaise gestion.



# LA CRISE BUDGÉTAIRE BRUXELLOISE : UNE CATASTROPHE PRÉVISIBLE ?

La situation financière de la Région de Bruxelles-Capitale n'est plus seulement préoccupante, elle est carrément catastrophique. Alors que les partis politiques s'enlisent dans des discussions interminables et peinent à former un gouvernement stable, la crise budgétaire ne cesse de s'aggraver. En 2024, le déficit atteint un niveau alarmant de 1,3 milliard d'euros sur un budget total de 7,844 milliards d'euros. Plus inquiétant encore, la dette totale de la Région a triplé depuis 2017 pour atteindre 14 milliards d'euros aujourd'hui. Cela soulève des questions fondamentales sur la viabilité financière de Bruxelles et les conséquences pour le reste de la Belgique, en particulier pour la Flandre.

## CAUSES DE LA CRISE FINANCIÈRE

Pour comprendre la situation actuelle, il faut revenir sur les erreurs structurelles et les décisions politiques des dernières années.

### *Des dépenses publiques incontrôlées*

Les dépenses de la Région bruxelloise ont explosé au cours des dix dernières années, sans qu'une augmentation proportionnelle des recettes ne suive. Cela s'explique en grande partie par une combinaison de mauvaise gouvernance, dépenses clientélistes (culte de la diversité largement subventionné, explosion des dépenses en matière de lutte contre la pauvreté, népotisme dans les CPAS, etc.) et l'absence d'une vision financière à long terme.

Un facteur souvent passé sous silence est le changement démographique : de nombreux nouveaux arrivants sont d'origine étrangère, souvent au chômage et contribuent peu ou pas aux finances publiques. À l'inverse, ceux qui le font (souvent les Bruxellois de souche) quittent

massivement la Région à la recherche d'un cadre de vie plus agréable. Sur le long terme, cette tendance est structurellement insoutenable.

Le volet **mobilité** est lui aussi devenu un gouffre financier en une décennie : les dépenses en la matière sont passées de 1,093 milliard d'euros en 2015 à 2,05 milliards en 2024. Cette augmentation s'explique en grande partie par des investissements stratégiques dans les transports en commun, d'abord bien perçus par les agences de notation. Cependant, le projet Metro 3 (dont l'achèvement est prévu au plus tôt en 2038) s'est transformé en un fiasco financier qui engloutit des milliards. Pour autant, contrairement à ce que prônent les écologistes, il ne faut pas stopper le projet. Bruxelles a besoin d'une ligne de métro supplémentaire si elle veut éviter un chaos total en matière de mobilité.

L'expansion de **l'administration** bruxelloise est également un sujet majeur. Le nombre de fonctionnaires est passé de 6 640 en 2005 à 10 167 en 2023, ce qui a entraîné une hausse considérable des coûts salariaux. En 2024, les seules charges salariales de la STIB atteignent 751 millions d'euros, et si l'on ajoute celles des structures administratives régionales, la facture grimpe à 1,828 milliard d'euros par an.

Un gestionnaire avisé chercherait à équilibrer ces dépenses par des recettes suffisantes pour rester crédible. Mais à Bruxelles, on préfère récompenser la population avec **des dépenses sociales non financées**. La quasi-gratuité des transports en commun pour les jeunes et les seniors coûte 17,4 millions d'euros par an. L'extension du logement social se fait sans aucun contrôle sur la situation socio-économique des bénéficiaires. Résultat : une fois installés, les habitants restent toute leur vie en logement social, même s'ils n'en ont plus besoin après quelques années.

Dans chacun de ces cas, aucune réflexion sur la viabilité budgétaire n'a été menée.

### **Décisions politiques et mauvaise gestion**

Selon Bernard Clerfayt (DéFI), ministre bruxellois de l'Emploi, le dérapage budgétaire a commencé sous Guy Vanhengel (Open VLD), alors ministre du Budget. Depuis 2016, Bruxelles reçoit chaque année 500 millions d'euros supplémentaires du gouvernement fédéral, mais au lieu d'être investis de manière judicieuse, ces fonds ont servi à créer de nouvelles administrations et structures, comme [safe.brussels](#) et [perspective.brussels](#).



En parallèle, des projets de prestige sans rentabilité ont vu le jour, à l'image du musée KANAL (installé dans l'ancienne usine Citroën sur la place Saintelette). Initialement, l'implication financière de la Région pour sa rénovation était estimée à 150 millions d'euros, mais en raison de la flambée des coûts de construction, ce montant a été revu à la hausse à 172 millions d'euros. Quant aux coûts d'exploitation, d'amortissement des investissements précédents et aux frais courants, ils sont estimés à 38,88 millions d'euros par an pour la Région. Une véritable gabegie financière en pleine crise !

Les erreurs fiscales ont encore aggravé le déficit budgétaire. L'abandon de la taxe SmartMove en 2021, qui aurait pu rapporter 250 millions d'euros par an, a représenté un coup dur. La taxe kilométrique défendue par Ecolo-Groen et Open VLD a été bloquée par le PS, sans jamais être remise sur la table après le fiasco GoodMove.

Malgré une situation budgétaire de plus en plus critique, le gouvernement bruxellois s'est obstiné à maintenir des dépenses intenable, au lieu de procéder à des économies structurelles. C'est pourquoi l'on entend souvent dire que «Bruxelles dépense des sacs d'argent qu'elle n'a pas»...

## **EXPLOSION DE LA DETTE**

Depuis plusieurs années, chaque publicité d'un organisme de crédit est accompagnée de la mention : «Attention : emprunter de l'argent coûte aussi de l'argent». Cette phrase illustre parfaitement l'un des aspects les plus inquiétants de la crise budgétaire bruxelloise : l'explosion de la dette et l'augmentation exponentielle des charges d'intérêt.

En 2024, 335 millions d'euros ont été alloués au paiement des intérêts, soit 79 % du budget de Bruxelles Finances et Budget. Cela signifie que presque autant d'argent est consacré aux intérêts de la dette qu'aux investissements stratégiques dans la mobilité, par exemple. Une situation qui a des répercussions directes sur la vie des Bruxellois.

### **Impact sur la qualité de vie à Bruxelles**

Malgré des dépenses colossales, de nombreux Bruxellois restent insatisfaits de la qualité des services publics. Les problèmes de circulation sont toujours aussi graves. L'insécurité demeure élevée. La propreté urbaine laisse à désirer. Les services sociaux sont sous pression en raison de l'augmentation continue de l'immigration, ce qui fait grimper les coûts du logement et de la sécurité sociale. De plus, lorsque des crises surviennent ou que les citoyens attendent des solutions aux problèmes structurels (insécurité, saleté, etc.), la caisse publique est quasiment vide.

### **Conséquences pour la Flandre et le gouvernement fédéral**

Les difficultés financières de Bruxelles ne concernent pas uniquement la Région, elles ont aussi un impact sur la Flandre et le gouvernement fédéral. L'État fédéral contribue au financement de Bruxelles, et la question se pose : jusqu'à quand la Flandre, qui alimente largement les caisses fédérales, devra-t-elle payer pour une mauvaise gestion persistante ?

Un exemple frappant est le fonds Beliris, créé en 1993 pour renforcer le rayonnement de Bruxelles en tant que capitale de la Belgique et de l'Europe. Mais au lieu d'être exclusivement utilisé pour des projets d'intérêt national, ce fonds a été détourné pour financer des initiatives locales en matière de mobilité, logement, culture et aménagement urbain.

En conséquence, des dépenses échappent à tout contrôle budgétaire strict, tant que ce fonds existe. Cependant, son avenir est désormais incertain avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement fédéral, qui pourrait revoir son fonctionnement.

## OÙ EN EST-ON EN 2025?

En mars 2025, la situation financière de la Région de Bruxelles-Capitale reste extrêmement préoccupante. Le déficit budgétaire pour 2025 est actuellement estimé à environ 1,6 milliard d'euros, marquant une aggravation par rapport aux prévisions précédentes. Depuis les élections de juin 2024, Bruxelles n'a toujours pas réussi à former un gouvernement stable, ce qui a empêché l'adoption d'un budget officiel pour 2025. En conséquence, la Région fonctionne sous un régime de crédits provisoires : chaque mois, elle ne peut dépenser qu'1/12e du budget précédent, indépendamment du fait que celui-ci ait été équilibré ou non.

Les conséquences sont économiques et sociales : d'abord le blocage des nouveaux investissements, ce qui freine encore davantage la croissance économique. Ensuite le retard dans des projets cruciaux, tels que les infrastructures et les programmes sociaux. Pour terminer, une augmentation continue des dépenses courantes, sans mesures concrètes pour réduire la dette.

Cette situation paralyse toute initiative budgétaire visant à assainir les finances bruxelloises, accentuant encore les risques économiques et sociaux pour la Région.

### Crédit et solvabilité

Les déficits budgétaires cumulés, année après année, doivent être compensés par de nouveaux emprunts, ce qui ne fait qu'aggraver l'endettement global. En 2018, la dette de la Région bruxelloise s'élevait à 3,4 milliards d'euros ; elle a aujourd'hui atteint 14,8 milliards d'euros. Sans réformes structurelles, elle pourrait grimper à 17 milliards d'euros d'ici 2028, avec des conséquences dramatiques.

Lorsque la Région emprunte de l'argent auprès des banques pour refinancer ses dettes, les prêteurs analysent sa capacité de remboursement, en se basant sur des critères tels que : l'équilibre budgétaire, la stabilité politique ou la notation financière. Actuellement, la note de crédit de Bruxelles est AA-, mais sans mesures budgétaires strictes, cette notation risque d'être dégradée. Une telle baisse rendrait les emprunts futurs plus coûteux, dans un contexte où les taux d'intérêt augmentent et où la confiance des investisseurs s'érode. Résultat : Bruxelles risque de sombrer dans une spirale d'endettement, avec des répercussions sur l'ensemble de l'économie nationale.

Face à cette situation, la future gouvernance bruxelloise sera contrainte de réaliser des coupes budgétaires dans plusieurs secteurs jusque-là

généreusement financés. Si l'impasse politique persiste, notamment en raison du blocage orchestré par le PS bruxellois, le gouvernement fédéral pourrait placer la Région sous tutelle, dans les limites fixées par la loi spéciale de 1989 sur Bruxelles. Une dégradation de la notation financière pourrait être le premier déclencheur d'une telle intervention.

## QUE DOIT-ON FAIRE ?

D'abord et avant tout, il est devenu évident que le désastre budgétaire bruxellois n'est pas un accident, mais la conséquence directe de choix politiques. Le PS et Ecolo-Groen ont vidé financièrement la capitale avec une politique coûteuse, tolérée par l'Open VLD et DéFI. La dette ne cesse de croître, les services publics se dégradent et la pression fiscale ne fait qu'augmenter dans la capitale de l'Union européenne.

Pour le Vlaams Belang, il est clair que l'État doit à l'avenir se limiter aux missions essentielles qui lui sont confiées, avec les réformes nécessaires dans les domaines suivants :

- **Une discipline budgétaire stricte** : un plafond maximal doit être instauré pour les dépenses annuelles, accompagné d'économies massives sur les coûts non essentiels.
- **Une administration publique efficace** : la prolifération administrative doit être réduite et les organismes inutiles doivent être fusionnés ou supprimés. Nous pensons en particulier à la réduction des cabinets ministériels du gouvernement bruxellois, dont la taille est démesurée alors que la Région est la plus petite du pays.
- **Une véritable réforme fiscale** : Bruxelles doit repenser sa manière de générer des revenus sans faire fuir la classe moyenne et les entrepreneurs. Se contenter de taxer les Bruxellois qui travaillent finira par se retourner contre la ville. Bruxelles doit redevenir attractive pour l'industrie et le monde des affaires. Cela passe par une fiscalité plus favorable, accompagnée d'une résolution des problèmes structurels en matière de mobilité, de sécurité et de qualité de vie.

Enfin, le chaos bruxellois est un avertissement pour la Flandre. Si nous ne voulons pas finir avec une dette incontrôlable, le gouvernement flamand doit se prémunir contre une mauvaise gestion financière similaire. La discipline budgétaire, une administration efficace et un contrôle strict des dépenses publiques sont essentiels pour éviter que la Flandre ne prenne le même chemin que Bruxelles. Il est temps d'adopter une politique ferme et responsable avant qu'il ne soit trop tard.

## IFTAR DANS UNE ÉGLISE : NORMAL OU PAS ?

Depuis la soirée du 23 mars, les images d'un iftar — la rupture du jeûne du Ramadan — organisé au cœur de l'église Saint-Jean-Baptiste de Molenbeek circulent largement sur les réseaux sociaux. Le président de notre parti, Tom Van Gieken, a d'ailleurs partagé une vidéo sur sa page X, filmée par des mandataires socialistes, montrant un religieux récitant des versets du Coran devant l'autel catholique.

Cette initiative est présentée comme une démarche interculturelle. Pourtant, elle ressemble davantage à une provocation ? C'est d'autant plus vrai que les images ont choqué une large part de la population.

Face à la polémique croissante, Rajae Maouane, ancienne présidente d'Ecolo et actuelle députée fédérale, a réagi en défendant l'événement, arguant que l'indignation était infondée et rappelant qu'en 2016, « un repas de Noël avait été organisé dans une mosquée ». Un véritable échange de bons procédés, en somme ! Elle en a même profité pour souligner qu'elle en avait été à l'époque l'organisatrice. A la bonne heure !

Cependant, après vérification, on se rend vite compte que ce repas de Noël, en réalité un simple couscous-salade, s'est tenu dans une salle annexe de la mosquée, loin du lieu de prière. Ce n'est évidemment pas le cas de l'iftar, qui s'est déroulé en plein cœur de l'église, avec des tables installées là où se trouvent habituellement les lieux de prière. De plus, contrairement à ce qui s'est passé dans la mosquée, où aucune messe ou cérémonie religieuse de Noël n'a eu lieu, l'iftar a été marqué par des invocations religieuses islamiques en plein cœur de l'église.

Au final, cette situation met en lumière une vérité évidente : loin de « l'interculturalité » vantée, il s'agit ici d'un échange totalement déséquilibré. Il est clair, peu importe ce que dit Rajae Maouane, qu'aucune équivalence ne peut être établie entre ces deux événements. Les images d'invocations religieuses islamiques dans une église choquent profondément. Ne pas comprendre cela constitue en soi un problème majeur, particulièrement pour les élus de gauche, guidés par des considérations islamo-gauchistes, est profondément inquiétant ! Le Vlaams Belang Brussel est le seul parti à s'être fermement opposé à cette occupation absurde et contre-productive des lieux. Le respect, pour nous, ce n'est certainement pas cela !



# SURPOPULATION DANS LES PRISONS BELGES : DE PIRE EN PIRE !

La surpopulation dans les prisons belges prend depuis des années des proportions inquiétantes, et la situation continue de se détériorer. Mi-février, la cour d'appel bruxelloise a de nouveau condamné l'État belge pour les conditions inhumaines dans les prisons de Haren et de Saint-Gilles. L'État belge est désormais contraint de payer une astreinte de 2 000 euros par jour pour chaque détenu qui séjourne dans ces établissements surpeuplés.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement belge se fait taper sur les doigts. La députée du Vlaams Belang, Marijke Dillen, souligne que ce genre de condamnation et d'astreinte continuera de s'accumuler tant que les causes fondamentales de la surpopulation ne seront pas abordées. Malgré les avertissements répétés des agents pénitentiaires, qui se mettent régulièrement en grève pour protester contre les très mauvaises conditions de travail, la prolifération incontrôlable de drogues et la surpopulation, les partis traditionnels continuent de fermer les yeux.

La prison de Haren est particulièrement préoccupante. Un an et demi après son ouverture, cet établissement enregistre déjà une surpopulation, bien qu'il ne fonctionne même pas encore à pleine capacité. Fin décembre, 1 148 personnes y étaient incarcérées, alors que la prison n'a de place que pour 1 035 détenus. De plus, le personnel a été recruté trop tard et est insuffisamment formé, ce qui complique évidemment fortement le fonctionnement même de la prison. À Saint-Gilles, la condamnation concernait non seulement la surpopulation, mais aussi les conditions de vie misérables dans lesquelles se trouvent les détenus.

## LES ÉTRANGERS REPRÉSENTENT PRESQUE LA MOITIÉ DE LA POPULATION CARCÉRALE

Selon les derniers chiffres révélés par la ministre de la Justice, Annelies Verlinden (CD&V), le 12 février dernier en commission à la Chambre, il y avait à ce

moment-là 13 804 détenus dans les prisons belges, tandis que la capacité totale ne dépasse pas 11 044. De plus, 143 personnes se retrouvent à devoir dormir par terre. On imagine la détresse des agents devant gérer tout cela.

**« 46 % des détenus ont une nationalité étrangère. »**

Il est aussi frappant de constater que 46 % de la population carcérale a une nationalité étrangère. Seulement 26 % proviennent de l'UE, et 31 % sont même en séjour illégal dans notre pays. Cela signifie qu'une partie importante de la population carcérale n'a en réalité rien à faire en Belgique.

## SOLUTIONS : EXPULSIONS PLUS STRICTES ET PRESSIONS INTERNATIONALES

Cette situation n'est pas nouvelle. La Belgique a déjà été condamnée à plusieurs reprises par la Cour européenne des droits de l'homme pour les conditions inacceptables dans ses prisons. Selon Marijke Dillen, il est temps de traiter structurellement la surpopulation, ce qui implique une politique d'immigration et de justice ferme.

*« Tous les sans-papiers doivent être expulsés, et les étrangers criminels doivent purger leur peine dans leur pays d'origine »,* déclarait à ce propos la députée du Vlaams Belang. *« La Belgique doit utiliser les traités internationaux pour exercer des pressions sur les pays d'origine, afin qu'ils reprennent leurs ressortissants condamnés. Cela peut être couplé à des mesures telles que la réduction de l'aide au développement ou le refus de visas. »*

Il est clair que les prisons belges ne peuvent plus supporter cette problématique. Le Vlaams Belang exige que le gouvernement cesse de regarder passivement et prenne enfin des mesures structurelles pour mettre fin à cette situation dramatique.

# LES ÉMEUTES DU NOUVEL AN MONTRENT L'ÉCHEC DES POLITIQUES : IL EST TEMPS D'AGIR !

Au Parlement fédéral, à la demande du groupe parlementaire du Vlaams Belang, des auditions ont eu lieu fin mars concernant les énièmes émeutes violentes du Nouvel An. « *La violence s'intensifie d'année en année* », a dénoncé le député et président de la commission des Affaires intérieures, Ortwin Depoortere. « *La police doit pouvoir se concentrer sur ses missions principales, afin que cette spirale de violence allochtone puisse être arrêtée.* »

Lors des émeutes du 31 décembre 2024 au 1er janvier 2025, la police et les services de secours ont une nouvelle fois été violemment pris pour cible. Rien qu'à Bruxelles, 1 758 interventions ont eu lieu, des secouristes ont été attaqués avec des cocktails Molotov et des feux d'artifice, et une soixantaine de voitures ont été incendiées. « Discuter de cette situation chaotique avec nos policiers est crucial. Il s'agit de situations complètement insensées », déclare Depoortere. « *Et ce n'est pas seulement la nuit du Nouvel An que la situation dégénère. Chaque été, notre côte flamande et nos domaines récréatifs sont de nouveau envahis par les soi-disant 'jeunes bruxellois'. Il faut en finir avec le langage politiquement correct : ce ne sont pas nos jeunes qui lancent des cocktails Molotov, mais bien principalement des allochtones. La résolution du problème commence par le fait de le nommer.* »

## LA JUSTICE EXPRESS EST UNE COQUILLE VIDE

Le député Vlaams Belang Alexander Van Hoecke, membre de la commission de la Justice, confirme l'échec de la politique actuelle. « *Chaque année, nous sommes confrontés à ce problème et chaque année, il semble s'aggraver. Ce n'est pas uniquement un problème bruxellois, il concerne aussi d'autres villes. Nos citoyens ne sont pas aveugles et ils ont le droit d'être en colère. Ces émeutes sont le symbole de l'impunité général et du sentiment d'insécurité.* »

Les citoyens entendent toujours dire qu'ils doivent « se préparer » aux émeutes de l'année prochaine, comme si c'était devenu une tradition. Pas étonnant que les

Bruxellois soient découragés. Mais cette violence peut absolument être éradiquée. Ce sont les politiciens du système qui continuent d'échouer dans leur gestion.

**« Nous avons une procédure de justice accélérée, mais elle est à peine utilisée. Si nous ne pouvons pas l'appliquer lorsque des centaines d'émeutiers rendent nos rues dangereuses, incendient des voitures et attaquent les services de secours, alors cette législation a échoué. C'est une promesse vide. »**

Ces émeutes démontrent une fois de plus l'échec de l'État dans sa mission essentielle : garantir la sécurité de ses citoyens. Malgré la gravité des incidents – voitures incendiées et attaques contre des secouristes – seuls six suspects ont été arrêtés et à peine dix-huit procès-verbaux ont été dressés. Cette impunité mine la confiance dans notre système judiciaire et ne fait qu'encourager la criminalité.

## LE VLAAMS BELANG EXIGE UNE POLITIQUE DE TOLÉRANCE ZÉRO

Pour le Vlaams Belang, cette approche laxiste est la conséquence d'une politique défaillante. « Nos rues sont devenues des terrains de jeu pour des émeutiers qui savent qu'ils peuvent tout casser et commettre des violences sans être punis. Le message envoyé par le gouvernement est catastrophique : le crime paie », affirme le député Depoortere. « *Nous exigeons une politique de tolérance zéro, avec des poursuites immédiates et des peines de prison effectives. Alors que les autorités se montrent strictes envers les excès de vitesse et les infractions mineures, ces criminels de rue restent impunis.* »

Le Vlaams Belang interpellera à ce sujet la ministre de la Justice Annelies Verlinden (cd&v) et le ministre de l'Intérieur Bernard Quintin (MR) au Parlement. « Nos citoyens méritent une société sûre, pas un paysage urbain redessiné chaque année par des émeutiers et une politique inefficace. »

# NOUS SOMMES LE VLAAMS BELANG

Adhérez au Vlaams Belang pour participer au développement du seul parti politique qui dit tout haut ce que vous pensez :

- Vous serez invité à toutes nos activités nationales et locales
- Vous recevrez notre mensuel en néerlandais et notre trimestriel en français et toutes nos publications bilingues et en français
- Vous serez tenu au courant des prises de position et des actions et des activités via Facebook, notre site [www.vlaamsbelangbruxelles.be](http://www.vlaamsbelangbruxelles.be) et notre lettre d'information électronique que vous recevrez chaque semaine dans votre boîte mail (n'oubliez pas de nous communiquer votre adresse mail!)
- Vous pourrez vous porter candidat sur les listes électorales

Il est très facile d'adhérer au Vlaams Belang

Vous devenez membre pour à peine 10,00 euros. Si un autre membre de votre famille habitant sous le même toit souhaite également adhérer, sa cotisation ne sera que de 4,00 euros. Celles et ceux qui souhaitent aider un peu plus ont la possibilité de devenir membre de soutien pour un montant de 50,00 euros.

Pour devenir membre du Vlaams Belang il suffit de verser le montant qui vous convient sur le compte BE39 4352 0249 1119 en n'oubliant pas d'indiquer vos nom, prénom, adresse complète et date de naissance.